



CSA spécial de
région académique

Lundi 11 mars 2024

DECLARATION LIMINAIRE DE LA FSU

Mme la rectrice,
M. le recteur,
Mesdames et messieurs les membres du CSA,

Une fois encore, et depuis de trop nombreuses années consécutives, nous sommes réuni-es pour évoquer des suppressions d'emploi en services académiques ou de région académique.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir évoqué à maintes reprises, tant au niveau académique que ministériel, la sous-administration chronique de l'Éducation nationale et les souffrances psychologiques et physiques qu'elle engendre pour nos collègues.

Dans ce contexte, le ministère chargé des Finances annonçait pourtant fin février l'annulation de 10 milliards d'euros de crédits publics prévus par une loi de Finances adoptée à grands coups de 49-3. Cette volte-face révèle encore davantage la réalité crue de l'austérité budgétaire délibérément choisie et partiellement masquée un temps derrière une prévision de croissance hasardeuse.

Alors que les investissements massifs nécessaires n'étaient déjà pas programmés par la Loi de finances, l'École publique peut-elle se satisfaire de rendre 582 millions d'euros dont près des deux tiers auraient dû servir à rémunérer des personnels ?

Ces coupes vont affecter toujours plus les conditions de travail et de rémunération des personnels et leur capacité à exercer leurs missions d'intérêt général au service des usagers. Face aux crises sociales et environnementales, l'heure n'est pourtant ni à la réduction de la dépense publique ni au renoncement à des ressources légitimes pour l'État et la société.

Cette saignée confirme les orientations antisociales de ce gouvernement. Il a choisi depuis 2017 de priver l'État de financements par des cadeaux aux plus grandes entreprises et aux privilégiés. Aujourd'hui, il présente la facture au peuple : **toujours moins d'école, toujours moins de services publics, moins de santé, moins de politiques sociales.**

Face à ce constat, vous nous opposerez probablement les créations d'emplois liées à la lutte contre le harcèlement et au renforcement des équipes Jeunesse et Sport, bien que tardif à la veille des JO de Paris. La FSU prend acte favorablement :

- Des moyens engagés pour lutter contre ce fléau qu'est le harcèlement,
- De ceux mis en œuvre pour combler les coupes franches qu'avait connues Jeunesse et Sports au gré des changements de périmètre ministériel.

Alors que nos justes revendications de renforts à la hauteur des besoins ne sont toujours pas entendues, la FSU ne peut se satisfaire de moyens (humains et financiers) toujours plus conséquents, gaspillés dans ce gadget présidentiel déconnecté de la réalité qu'est le SNU. **Ils sont la matérialisation sans fard des priorités gouvernementales** en dépit des cris d'amour du premier ministre envers l'école : **un ersatz de séjour militaire plutôt qu'une École convenablement administrée.**

La FSU dénonce une gabegie financière, à l'heure où le gouvernement demande à notre ministère de se serrer la ceinture, et un embrigadement de la jeunesse alors que les tentations bellicistes deviennent criantes.

Pour terminer, la FSU souhaiterait vous alerter sur des comportements que nous ne pouvons tolérer :

- Ici, on reproche à nos représentants de répondre aux convocations que VOUS nous faites parvenir dans le cadre d'instances ou groupes de travail.
- Là, on évoque la « confiance brisée » et « la possibilité d'aller voir ailleurs » à des collègues qui demandent l'accompagnement d'un représentant du personnel lors d'un entretien.

La FSU demande que soit rappelé aux hiérarchies locales le respect plein et entier du droit syndical. N'en déplaie à certain-es, il n'est pas une option.